



Joe Biden est-il à la recherche d'un nouvel accord d'Oslo?

Par [Germán Gorraiz López](#)

Mondialisation.ca, 11 juin 2021

[Observateur continental](#)

Région : [États-Unis](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Histoire et Géopolitique](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

Le système dominant actuel est basé sur l'establishment américain qui utiliserait la dictature invisible du consumérisme compulsif des biens matériels pour parvenir à une société homogène, uniforme et facilement manipulable grâce à des techniques de manipulation de masse. De même, le pilier de son système politique serait l'alternance successive au pouvoir du Parti démocrate et du Parti républicain (tous les deux engloutis par le lobby juif). Ainsi, la victoire surprise de Donald Trump sur Hillary Clinton a représenté pour Israël «la perte d'un ami précieux pour gagner un meilleur ami». Donald Trump a rétabli le puzzle décousu du chaos qui s'est terminé par la victoire du candidat démocrate Joe Biden, la nouvelle couverture de l'AIPAC.

Joe Biden est-il à la recherche d'un nouvel accord d'Oslo ? L'AIPAC serait le groupe de pression pro-israélien le plus influent aux États-Unis car il compte plus de 100 000 membres (dont 150 se consacrent exclusivement à faire pression sur le Congrès américain, la Maison Blanche et tous les organes administratifs pour prendre des décisions politiques pouvant affecter les intérêts de l'État d'Israël). Bien qu'on ait toujours cru que l'AIPAC serait un «gouvernement virtuel» qui dirigerait à distance la politique étrangère des États-Unis sur la base des intérêts israéliens, la réalité serait que le lobby pro-israélien aurait, en fait, un poids réel dans les sphères de pouvoir parce que les États-Unis et Israël ont presque toujours partagé des intérêts géopolitiques identiques depuis la fondation de l'État d'Israël en 1948. Ainsi, les États-Unis compteraient sur Israël pour maintenir les États arabes du Moyen-Orient sous la menace constante d'attaques, tout en assurant qu'ils restent inféodés à Washington. Israël ne pourrait pas continuer à exister sous sa forme actuelle sans un soutien solide politique et matériel venant des États-Unis (environ 3,8 milliards de dollars par an d'aide militaire).

Cependant, Joe Biden serait redevable vis-à-vis de la politique étrangère d'Obama, ce qui pourrait signifier le retour de la doctrine géopolitique dont le cerveau serait l'ancien conseiller à la sécurité nationale du président Carter, Zbigniew Brzezinski. Ainsi, ce dernier dans un discours devant le Conseil national irano-américain (NIAC), a déclaré: «Je crois que les États-Unis ont le droit de décider de leur propre politique de sécurité nationale et de ne pas suivre ce que les Israéliens font comme une mule stupide». De plus, Zbigniew Brzezinski était en désaccord avec les lobbies néoconservateurs républicains et juifs américains et avec ses habituelles cinglantes, il aurait discrédité la myopie géostratégique des deux groupes de pression en déclarant qu'«ils sont tellement obsédés par Israël, le golfe Persique, l'Irak et l'Iran qu'ils ont perdu l'image globale de la vraie puissance dans le

monde, c'est-à-dire la Russie et la Chine, «les seuls pays avec une réelle capacité à résister aux Etats-Unis et à l'Angleterre et sur lesquels ils devraient concentrer leur attention».

Par conséquent, l'objectif de l'administration Biden serait de vouloir signer un nouvel accord d'Oslo entre les autorités palestiniennes et israéliennes qui pose les bases définitives de la coexistence de deux Etats (palestinien et israélien), rendant ainsi possible l'utopie incarnée dans la devise: «Deux nations, un espoir», une tâche pour laquelle la mise à l'écart de Benjamin Netanyahu de la politique semble être indispensable.

L'AIPAC a-t-elle radié Benjamin Netanyahu? La dérive autoritaire du gouvernement Netanyahu serait protégée par la «spirale du silence» des principaux média mondiaux contrôlés par le lobby juif transnational qui produirait un processus en spirale ou une boucle de rétroaction positive, avec la manipulation conséquente de l'opinion publique mondiale pour avoir le droit de se défendre contre des attentats terroristes. Le contrôle du lobby juif transnational sur la majorité des média du monde aurait provoqué le soutien de l'information mondiale au cours des 12 dernières années pour le dernier empereur juif, Benjamin Netanyahu. En usant de l'invisible dictature de la peur d'un Troisième Holocauste, venant du Hamas, du Hezbollah ou d'Iran et par des offensives successives contre la bande de Gaza, il aurait réussi à échapper à l'action de la Justice qui mène une enquête sur plusieurs cas de corruption, d'escroquerie et d'infraction de confiance où il serait impliqué.

Une fois de plus, Benjamin Netanyahu était confiant dans une victoire rapide qui lui donnerait une popularité montante pour les prochaines élections tout en lui permettant de rester au pouvoir, en évitant les accusations judiciaires contre lui qui seraient, selon ses propos, qu'un «coup d'Etat judiciaire pour l'écarter du pouvoir. Mais l'asymétrie du châtiment infligé aux Palestiniens de Gaza, avec plus de 240 morts, des centaines de blessés ainsi que la destruction des infrastructures de base de Gaza, aurait provoqué un rejet international de Benjamin Netanyahu et la disgrâce de Bibi auprès de l'AIPAC. Par conséquent, il pourrait cristalliser un gouvernement de coalition dirigé par le centriste Yaïr Lapid et la droite avec Naftali Bennett (Rainbow Coalition) qui aurait les bénédictions du puissant lobby juif AIPAC. Cela représenterait, cependant, le déclin politique de Benjamin Netanyahu après 12 ans au pouvoir. Il ne faut pas écarter ses manœuvres orchestrales et celles des principaux rabbins ultra-orthodoxes pour obtenir des transfuges du parti de Bebbet (Yasmina) pour se désengager de l'accord et forcer le nouveau président d'Israël, Isaac Herzog, à convoquer de nouvelles élections.

Germán Gorraiz López, *analyste politique*

La source originale de cet article est [Observateur continental](#)
Copyright © [Germán Gorraiz López](#), [Observateur continental](#), 2021

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca